

RÉGIONS

Berne ménage ses francophones

Les francophones du canton de Berne tablent sur l'élan du bilinguisme pour exister. Après le départ de Moutier, l'engagement en faveur de la minorité linguistique ne tarira pas, assurent les autorités.

LUNDI 13 SEPTEMBRE 2021 ALAIN MEYER



La minorité francophone n'est pas partout aussi visible qu'à Bienne, où elle s'affiche dans la rue. KEYSTONE/Sandro Campardo

L'anecdote vaut son pesant de «Bäremutz». Pour bien situer le fossé qui sépare encore les germanophones des francophones – et vice et versa – à l'intérieur des frontières du canton de Berne, la directrice du Forum du bilinguisme à Bienne, Virginie Borel, a narré au *Courrier* sa toute dernière déconvenue. Lors d'une rencontre organisée récemment sur le thème du bilinguisme avec des élèves de Berthoud (BE), Burgdorf en allemand, elle leur a posé la question piège suivante: «Quels sont les cantons bilingues de Suisse?» Stupeur générale en classe! Seuls deux ou trois élèves ont cité, sans rougir, le canton de Berne. La grande majorité s'est contentée d'avancer les noms de Fribourg et du Valais. Preuve que dans leur propre canton, la visibilité francophone demeure un concept très relatif. «C'est fou!», s'exclame Virginie Borel. Avec le transfert d'ici 2026 de la ville francophone de Moutier (7400 habitant·es) de Berne vers le Jura, le français pourrait encore y perdre des plumes.

Des efforts qui porteraient leurs fruits

Une perspective que refusent d'envisager les autorités bernoises et les institutions de défense du bilinguisme. Une lame de fond est à l'œuvre selon elles, qui au contraire encourage le mariage des langues et des cultures. Au Forum du bilinguisme, on ne baisse ni la garde ni les bras. Les efforts pour fédérer les francophones bernois et faire rayonner le français dans le canton porteraient leurs fruits. «Je reçois régulièrement des demandes d'offices cantonaux ou communaux pour favoriser l'inclusion du bilinguisme dans leurs bureaux. On me demande quelles mesures entreprendre», explique Virginie Borel. Elle leur suggère très concrètement de créer par exemple un glossaire bilingue pour le personnel chargé de l'accueil ou encore «des tables de midi bilingues».

«La sortie de Moutier ne signifie en aucun cas un désengagement en faveur des francophones» Virginie Borel

D'après elle, deux éléments ont surtout pesé ces dernières années en faveur d'un bilinguisme plus proactif. D'abord les conclusions du rapport rendu en 2018 par le sénateur biennois Hans Stöckli, lequel avait établi 46 recommandations pour encourager et renforcer le bilinguisme. Jusqu'à prôner un changement de paradigme «en cessant de le considérer uniquement en termes de défense de la minorité francophone, de coûts et de complications». Plutôt comme «une chance». Dans la foulée, des directives cantonales ont été émises pour favoriser l'usage des deux idiomes via des échanges linguistiques, des filières bilingues ou une aide aux médias francophones. Sans oublier le personnel hospitalier, prié bien sûr de s'exprimer en deux langues.

Avec ou sans Moutier

«Il y a un élan, c'est sûr», observe Virginie Borel. De plus, la récente accession d'un francophone au perchoir du parlement bernois, le socialiste de Tramelan Hervé Gullotti, ouvre encore des possibilités. «Valoriser les atouts de posséder une minorité francophone», a-t-il encore martelé jeudi lors de la fête organisée en son honneur à Tramelan. De nouvelles mesures pour le bilinguisme et la minorité francophone pourraient être présentées durant son mandat. «La sortie de Moutier ne signifie en aucun cas un désengagement en faveur des francophones, c'est en réalité tout le contraire», conclut Virginie Borel.

Même optimisme affiché du côté de la Chambre d'économie publique du Jura bernois. Son directeur Patrick Linder, dont l'expertise sera requise pour examiner le projet Avenir Berne romande dont les grandes lignes ont été présentées mardi dernier à Tramelan, croit lui aussi fortement en un regain d'intérêt pour la francophonie. «Il faut essayer d'imaginer une francophonie bernoise forte, dont le Jura bernois est le cœur, et qui fonctionnerait comme une agglomération ainsi que le préconise d'ailleurs notre stratégie économique à l'horizon 2030», se projette-t-il.

Appel aux cerveaux romands

Il vit dans une zone où un emploi sur deux est lié à la microtechnique et l'horlogerie. Et où, en raison d'une carence de spécialistes dans les professions techniques et scientifiques, la réponse locale pour occuper certains postes n'est parfois pas suffisante. «Nous souhaiterions attirer plus de cerveaux et de compétences.» Et parallèlement offrir «une autre manière de vivre à des Romands ou des Alémaniques intéressés à venir

travailler dans le Jura bernois pour y faire carrière. Dans un environnement moins urbain». Il s'agira aussi de favoriser les interactions de l'économie du Jura bernois avec ses grands donneurs d'ordre. Qu'ils se trouvent à Bienne, où les francophones représentent aujourd'hui 40% de la population, ou répartis dans l'arc jurassien.

L'APRÈS-MOUTIER EN DOUCEUR

Piloté par l'ancien conseiller d'Etat bernois Mario Annoni, chargé depuis cet été de remodeler l'organisation de l'administration et des écoles dans le Jura bernois et Bienne après la sortie de Moutier, le projet Avenir Berne romande doit aussi régler les modalités du partage des biens à Moutier. Autrement dit le transfert financier et patrimonial vers le Jura. Une feuille de route serait sur le point d'être finalisée et les règles de la négociation à venir seront apparemment bientôt connues. Mais Avenir Berne romande ambitionne également de réaffirmer la présence des francophones bernois, une population de 100 000 personnes, soit environ 10% de la population totale du canton. Depuis mars dernier, les francophones peuvent déjà se prévaloir d'une loi renforcée sur le statut particulier du Jura bernois et sur la minorité francophone du district bilingue de Bienne. De quoi bénéficier par exemple d'un périmètre d'action jusque dans des communes germanophones, une première! **AMR**